

**Etats généraux des Alliances Françaises d'Afrique et d'Océan  
indien,  
Johannesburg,  
9-11 octobre 2015**

**Allocution d'ouverture de Bertrand Commelin,  
Secrétaire général de la Fondation Alliance Française**

- *Madame Hélène CONWAY-MOURET, Madame la Ministre, Sénatrice représentant les Français établis hors de France,*
- *Dr Cherno Omar BARRY, Secrétaire permanent au ministère gambien de l'Enseignement supérieur, de la recherche, des sciences et technologies, Président de l'Alliance française de Banjul,*
- *Madame Anne GRILLO, Directrice de la coopération culturelle, universitaire et de la recherche au Ministère des Affaires étrangères et du Développement international,*
- *Madame Elisabeth BARBIER, Ambassadrice de France en Afrique du Sud,*
- *Madame Liesl LOUW-VAUDRAN, Présidente de l'Alliance française de Johannesburg,*
- *Monsieur Jérôme CLÉMENT, Président de la Fondation Alliance française*

Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents, Directrices et Directeurs d'Alliances françaises d'Afrique et de l'Océan Indien, Mesdames et Messieurs les partenaires institutionnels et éditeurs, chers amis,

Je suis évidemment très heureux de prendre la parole devant vous aujourd'hui ici ; je le suis d'autant plus que c'est sur le continent africain -auquel je dois d'avoir consacré quelques belles années de ma vie professionnelle- et devant vous, acteurs du réseau des Alliances françaises en Afrique que je le fais pour la première fois depuis ma prise de fonctions à la fondation. Je suis aussi impressionné par le nombre que nous sommes cet après-midi et par cette

remarquable capacité de travailler ensemble dont témoignent l'équipe de l'AF de Johannesburg et celle de la fondation mais aussi nos partenaires pour nous retrouver ici en famille africaine presque au complet.

Permettez-moi pour ouvrir ce propos de vous dire quelques mots de l'Afrique et de la langue française.

## **L'Afrique, d'abord, est une chance pour l'Afrique**

Depuis les derniers EG de Nairobi en 2009, c'est un truisme que de dire que l'Afrique et l'Océan indien ont changé. La croissance économique du continent est supérieure à 5% depuis plus d'une décennie, et ses ressorts sont endogènes avec notamment ¼ de la population qui a créé son activité l'an dernier (7% en UE). Le monde ne s'y trompe pas, qui investissait près de 130 Mds \$ l'an dernier sur le continent.

La démographie ensuite : en 2100 avec 4,5 Mds d'habitants en 2100, le tiers de la planète sera africain. Les TIC avec près de 900 M d'abonnés au mobile, 192 M sur internet. A Nairobi, à Brazzaville, à Lagos, les incubateurs et autres start-up numériques se développent à grande vitesse. On pourrait enfin aussi citer le cinéma avec Nollywood qui en 2014 a produit presque autant de films (1093) que Bollywood et deux fois plus qu'Hollywood.

Inversement, depuis nos derniers EG, la liste des maux qui ont frappé le continent est accablante, qu'il s'agisse des conséquences directes et indirectes des printemps arabes ; de l'épidémie d'Ebola ; des crises régionales, avec au bout des mouvements migratoires vers l'Europe d'ampleur jusque-là inconnus; je ne saurais être exhaustif.

Que dire de l'éducation et la formation -sujet qui nous rassemble aujourd'hui-, probablement l'un des grands échecs du continent ? L'éducation de base d'abord, comme cela a été reconnu lors du sommet mondial de l'UNESCO en mai dernier à Incheon en Corée du Sud (les taux d'accès à l'éducation ont certes augmenté, mais les taux d'abandon restent très élevés, et la qualité de la formation très dégradée.

## **La francophonie, ensuite, est une chance pour l'Afrique...**

C'est le grand mérite du député Pouria Amirshahi, et aussi de Jacques Attali, d'avoir rappelé récemment que l'appartenance à une communauté de langue favorise la création d'un véritable espace économique. La science économique a montré que deux pays qui partagent la même langue échangent 60 % de plus. Cet espace existe déjà avec les 37 pays dont le français est langue officielle ou quasi-officielle, dont la très grande majorité sont africains, Attali y ajoute les 40

pays dits « **francophiles** » (dont notamment le Nigeria, le Ghana) ainsi que les groupes de personnalités dits « **francophilophones** », amis de la France et de sa langue, identifiés pour leur capacité d'influence, pour atteindre une communauté de quelque 230 millions, sur cinq continents. Communauté dont plus de la moitié vit en Afrique, qui concentre 16% de la richesse mondiale, laquelle a doublé entre 2004 et 2012 et qui est un moteur -trop négligé jusqu'à présent par les pays francophones eux-mêmes- de croissance durable : la démographie, technologies de communication, infrastructures, autant de besoins nouveaux à la clef.

## **Pour autant, ce moment francophone c'est d'abord l'affaire des africains...**

Pour un continent qui compte quelques 6000 langues vivantes, la langue française est un véritable trait d'union. L'écrivain congolais Sony Labou Tansi disait « nous sommes les locataires de la langue française, nous sommes en partance pour une aventure de copropriation ». Ceci confère à la langue française des statuts et usages multiples, reflets de la diversité du continent : langue vernaculaire, langue du travail et de l'économie, langue de la mobilité -géographique mais aussi sociale-, langue de la rue bien sûr et langue de la littérature. L'Afrique concentre toutes ces réalités, parfois à grande échelle. c'est d'elles qu'il va être question pendant ces deux jours entre nous, et avec nos partenaires opérateurs présents. Comment mieux s'adresser aux francophones, francophiles et autres « francophilophones » ? Nous le savons, le français perd du terrain en Afrique par exemple en Tunisie, en RCI ou RDC grands pays francophones, principalement parce que le nombre de francophones progresse moins vite que celui des non francophones -ce qui ne signifie pas qu'il perd des locuteurs. Il est donc illusoire de penser, comme les plus optimistes, que par le seul jeu de la croissance démographique africaine nous pourrions passer de 230 à plus de 750 millions de locuteurs francophones d'ici 2050.

Dans les pays officiellement francophones, la compétence des enseignants est très insuffisante (leur niveau est souvent proche du A1), faute de formation et la pénurie de personnels formés est criante (10000 enseignants de français manqueraient au Nigéria). Là où le français est langue d'enseignement, il n'est en fait jamais langue maternelle et on sait aujourd'hui que son apprentissage précoce est un obstacle à la première scolarisation. Les familles ne s'y trompent pas qui vont vers d'autres horizons, écoles privées, anglophones pour les plus aisés, écoles coraniques pour le plus grand nombre. La langue française qui est très souvent langue d'éducation, court le risque d'être tenue pour responsable de l'échec des systèmes éducatifs. C'est, au-delà des générations sacrifiées, un piège qui peut coûter cher à la France. Au moment où l'Afrique décolle, il serait

regrettable que ce ne soit pas en français.

Inversement, là où le français est une langue étrangère, principalement en terres anglophones ou lusophones, il n'est très souvent pas enseigné à l'école, et c'est une tâche de tous les instants que de convaincre nos partenaires de l'utilité économique et sociale de notre langue. Les deux puissances économiques du continent que sont l'Afrique du Sud et le Nigéria ont l'un et l'autre besoin d'échanger avec leurs voisins francophones : l'Afrique du Sud grand investisseur en Afrique a peut-être aussi besoin de la langue française pour être plus encore en Afrique, et le Nigéria lui, représente la moitié de la population d'Afrique de l'ouest, elle-même très majoritairement francophone. D'autres pays comme le Maroc se servent de leur francophonie pour être présent, avec succès en Afrique de l'ouest.

Si j'ai pris un peu de temps pour décrire cette photographie de l'Afrique et de la langue française sur le continent, c'est parce qu'il nous faut nous habituer à penser que l'Afrique c'est bien là que ça se passe et que ça va se passer pour des décennies. Or, je ne vous l'apprends pas, la force des Alliances c'est aussi précisément d'être là où ça se passe ! Bien sûr, les conditions et les risques que j'ai rappelés nous invitent à la vigilance autant qu'à l'effort. Mais regardez avec quelle réactivité nos Alliances se sont développées ces dernières années en Inde, aujourd'hui en Chine, hier en Europe orientale et en Russie après la chute du mur, en ce moment en Asie centrale.

Cette réactivité est rendue possible par ce qui est l'ADN du mouvement des AF, sa singularité absolue, qui réside dans ce fait, hautement visionnaire à la fin du XIXème siècle, totalement moderne aujourd'hui, que la France a confié à des africains, comme elle le fait dans avec tous les ressortissants des autres parties du monde, la promotion des valeurs que le mouvement des Alliances françaises s'est fixé de partager de par le monde. Les comités locaux, les personnalités qui les animent, assurent la vitalité et le rayonnement des établissements, et fassent qu'ils soient si présents au monde. Je veux saisir l'occasion ici de les féliciter très chaleureusement.

## **Venons-en précisément au paysage mondial des AF aujourd'hui.**

Depuis notre dernier rendez-vous en 2009, les AF ont continué de progresser; aujourd'hui, c'est près de 550.000 apprenants qui viennent dans les AF, effectifs qui depuis le début de ce siècle ont progressé de 56%. Les manifestations culturelles ont elles progressé en 2014 de plus 10%, avec quelques 21300 événements dans le monde. Le taux d'autofinancement atteint 97 % et vous avez assuré dans le monde plus de 33,5 M d'heures /élèves soit 80 % de l'offre du réseau culturel français. Nos 5 grand pays d'Alliance que sont le Brésil, Madagascar, la Colombie la France et les USA totalisent à eux seuls plus de

130.000 apprenants (25%). La géographie nous apprend que les AF dans les Amériques sont stables (avec de forts contrastes nationaux), que celles d'Europe déclinent lentement (nos institutions européennes ne donnent pas l'exemple) tandis que l'Asie et l'Océanie progressent remarquablement.

Le contexte est cependant de plus en plus difficile, la concurrence est sur le marché des langues plus vive, celle de l'espagnol, du chinois ou du portugais. Elle l'est aussi avec les établissements privés d'enseignement de français. Des facteurs géopolitiques ont aussi joué : la politique des quotas d'immigration du Canada s'est resserrée, les grands émergents ont amélioré leur offre de formation et de travail « au pays ».

Cela étant, notre réseau est riche, nous le savons tous, de bien autre chose que de ses écoles de langues ; il sait répondre et susciter la « demande de France », laquelle n'est jamais la même d'un pays à l'autre ; comme le rappelait X. North : « le territoire de notre langue n'est continu, ni homogène ». C'est là un grand dessein, même si l'esprit des temps ne favorise guère les entreprises fraternelles et désintéressées, « l'air des cimes » que donnent à respirer les quelques 12000 collaborateurs des AF, dont tant de bénévoles.

## **Qu'en est-il de la situation des AF en Afrique ?**

Je vous ai dit à l'instant que l'avenir des AF est bien en Afrique ; c'est vrai à moyen terme, c'est plus compliqué en ce moment pour des raisons évidentes ; et je voudrais ici vous dire à toutes et à tous mon admiration pour l'action que vous conduisez souvent dans des conditions très difficiles. Jean-Pierre Chevènement qui clôturait à l'Assemblée Nationale il y a deux jours l'anniversaire des 30 ans du DELF /DALF dont il avait été le créateur en tant que ministre de l'éducation nationale, nous disait : « Je veux saluer le travail admirable des AF, qui m'interpelle depuis longtemps, je ne sais pas comment elles font. Je trouve ça formidable ». En Afrique plus qu'ailleurs très certainement !

**La fréquentation de nos établissements** est, dans ce contexte, en 2014 en-deçà de la décennie, optimiste, des années 2000. Mais nous ne perdons que 3% d'apprenants, ce qui au final est un résultat assez remarquable. Vous avez su être présents là où les attentes s'expriment ; professionnalisation, innovation, mobilisation des TIC, donnent des résultats prometteurs : par exemple en Afrique australe avec 19% de croissance, en Angola (9%), ou encore Madagascar. Madagascar qui demeure le premier pays d'Afrique, assez loin devant le Nigeria, la Mauritanie, le Kenya, le Ghana et l'Afrique du Sud. La demande de français, bien réelle, se fait davantage tournée vers des objectifs professionnels, ou vers la mobilité étudiante, que vous avez su intéresser. Pour autant, en Afrique plus qu'ailleurs, nous sommes, comme je le rappelais à l'instant, dans une logique de coopération éducative plus de que de formation

linguistique, logique qui requiert d'autres outils de financement que le marché, très souvent défaillant. C'est une réflexion que nous devons conduire avec le MAEDI : notre maillage territorial, notre profonde culture partenariale, la connaissance hors pair du terrain offrent des avantages comparatifs qui nous sont enviés et qu'il nous faut exploiter.

**Un indicateur majeur de notre influence se trouve aussi du cote des certifications de langue française.** Or sur le continent, nous pouvons mieux faire. En 2014, 24 000 certifications ont été passées, soit à peine 10 % du total de toutes les AF du monde, et en baisse ces dernières années. Il faut bien sûr inverser la tendance, d'autant qu'il n'y a que de bonnes raisons à cela : c'est une source de recettes propres (plus de 7,5 M€ dans le monde en 2014 pour les AF) ; c'est aussi et surtout un formidable instrument de dialogue avec les autorités éducatives locales et aussi d'attractivité. Dans certains pays, des certifications officielles françaises, bien promues par les postes diplomatiques, sont valorisées par les autorités comme outil d'avancement pour les fonctionnaires. Je ne saurais trop, enfin, insister sur la dimension politique de ce sujet. La France s'est mise avec succès mais avec retard aux certifications : savez-vous qu'en trente ans nous en avons délivré quelque 6.5 M -je ne parle ici que du DELF DALF- ; quant aux Etats-Unis, qui ont démarré près d'un siècle avant nous, il s'en délivre quelque 50 M par an !

## **La Fondation**

Je terminerai mon propos en vous en donnant quelques nouvelles. En 2009, la fondation venait de naître ou presque : depuis, elle a assuré sa montée en puissance, de par l'action déterminée de JP de Launoit et JC Jacq, auxquels je rends hommage.

Elle s'est constituée d'abord un patrimoine, devoir premier de toute fondation pour s'assurer sa pérennité.

Elle a, grâce au soutien du MAEDI, pu conduire une politique continue de professionnalisation des agents du réseau et aussi pu bénéficier des outils conçus par l'IF : démarche qualité/ fonds TICE/ PAM/ tournées artistiques et cinéma.

Elle a enfin fait la « police de la marque » : il y avait 916 AF en 2009 mais 816 en 2014, avec en réalité 147 fermetures et 47 ouvertures. Fermetures qui sont l'expression de cette exigence que nous devons nous donner pour maintenir la qualité de notre réseau. En Afrique nous avons sur la table trois dossiers de demande d'ouverture : Juba (Sud Soudan), Hargeisa (Somaliland) et Mansourah (Egypte).

## **Quelles sont les perspectives?**

Notre constat, le président Clément l'a rappelé tout à l'heure, est que les AF

constituent ensemble un réseau plein de promesses, un modèle sans doute mais qui ne connaît sans doute pas suffisamment ses potentialités. Un tel collectif peut par la force de son nombre et en s'organisant apporter à chacun bien plus que s'il agissait seul. Entreprendre ensemble, c'est à dire échanger-concevoir-agir (ce qu'on appelle aujourd'hui le travail collaboratif) en mutualisant les moyens et les expériences.

Ce n'est pas dévoyer la définition de l'Alliance qu'en donnait une des grandes figures fondatrices du mouvement des AF, Pierre Foncin, les AF, « association libre d'hommes libres », que de se fixer un tel cap, car en réalité c'est cela qui précisément nous assurera notre liberté.

C'est sur ce constat que la fondation propose, avec l'appui du MAEDI qui nous permet pour cela – et remercions le a nouveau- d'étoffer notre équipe parisienne de deux nouvelles compétences (marketing et innovation pédagogique et numérique) que nous venons de recruter, un projet de modernisation que vous a présenté Jérôme Clement et dont nous parlerons demain soir plus en détail, de développement d'une grande communauté professionnelle rassemblée autour de la marque (les anciens parlaient joliment d'une « arche ») AF qui sache, comme le disait Georges Duhamel, « tout en respectant l'héritage d'une très ancienne tradition, épouser sans effort les idéaux et la sensibilité de son temps ».

Je voulais réserver le plus important pour la fin : nos - vos - raisons d'agir.

En Afrique, elles prennent un tour particulier en raison de l'histoire que nous partageons : la plus ancienne d'abord : Yves Coppens rappelait non sans malice que « nous possédons une origine unique : nous sommes tous des africains d'origine, nés il y a trois millions d'années, et cela devrait nous inciter à la fraternité » ; la plus récente ensuite, avec la leçon que nous ont donné les grandes figures des indépendances africaines qui ont porté la francophonie estimant, comme l'écrivait Hélé Béji, que « c'est à la langue française de repenser la question de l'humanisme, après l'expérience tragique de la colonisation ».

Ces raisons d'agir sont enfin, aussi portées par l'actualité. Les temps sont tourmentés: il y a six ans, lors de notre dernier rendez-vous, l'intolérance et la violence n'épargnaient pas l'Afrique mais il semble qu'elles n'avaient pas pris le tour barbare que l'on a vu, au Kenya, au Mali, au Nigeria, au Soudan, en RCA, toutes actions souvent directement dirigés contre les valeurs que précisément les Alliances, et au premier chef vous tous sur le terrain, portez haut et fort. Là où vous êtes, chacun d'entre vous, d'une certaine manière, vous êtes aux avant-postes et vous « gardez la maison », laquelle, comme la qualifiait Marc Blancpain, un de mes illustres prédécesseurs, reste « une maison, en somme bruisante de vie, attirante et ambitieuse, une maison de la France, des amitiés de l'esprit, une chaleureuse entreprise intellectuelle ».

